

Théorie, méthode, pratique : points de vue singuliers, approche plurielle

Huguette Dagenais

Volume 8, numéro 2, 1995

Théorie, méthode, pratique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057842ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057842ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dagenais, H. (1995). Théorie, méthode, pratique : points de vue singuliers, approche plurielle. *Recherches féministes*, 8(2), 1–8.
<https://doi.org/10.7202/057842ar>

Résumé de l'article

Les articles qui composent le présent numéro de *Recherches féministes* illustrent certaines tendances fortes de la recherche féministe en 1995. Ces tendances sont, d'une part, la critique de la production scientifique prétendument neutre et objective, à laquelle procèdent ici Suzanne Deguire et Karen Messing à propos des indicateurs de santé au travail et Christiane Bernier quant aux discours de l'identité francophone en Ontario et, d'autre part, l'attention dorénavant portée aussi bien sur les conditions de production du savoir féministe, comme c'est le cas dans l'article de Michèle Vatz Laaroussi, Diane Lessard, Maria Elisa Montejo et Monica Viana, que sur les pratiques féministes, tels le magazine *La Vie en rose*, étudié par Marie-José des Rivières, et l'outil de formation *Questions de compétence*, décrit par Claudie Solar, de même que sur les militantes des groupes de femmes, auxquelles s'intéressent Ginette Côté et Marie-Andrée Couillard. Une troisième tendance, particulièrement notable au Québec, est celle de la collaboration d'universitaires féministes avec des instances gouvernementales ou socio-économiques pour la production de connaissances qui éclaireront la prise de décisions concernant les femmes; l'article de Thérèse Hamel et Michel Morisset sur les facteurs déterminants de l'implication des femmes en agriculture et celui de Francine Richer et Louise St-Cyr sur les femmes qui prennent la relève de leurs parents sur la ferme sont issus d'une telle forme de collaboration. Par ailleurs, la revue ne pouvant passer sous silence la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes de Beijing et le Forum parallèle des ONG de Huairou qui ont eu lieu du 30 août au 6 septembre 1995, Micheline Beaugard, Marie Malavoy et Greta Hofmann Nemiroff témoignent de l'expérience unique que fut pour chacune d'elles la participation à ces conférences.

PRÉSENTATION

Théorie, méthode, pratique : points de vue singuliers, approche plurielle

Huguette Dagenais

Comme dans les trois numéros non thématiques précédents de *Recherches féministes*¹, les articles qui composent le présent numéro frappent par leur grande diversité en même temps que par certaines convergences. Ils fournissent un aperçu de la pluralité de la recherche féministe francophone présentement en même temps qu'ils en rejoignent certaines tendances fortes. Je pense tout d'abord à la critique épistémologique, cette vigilance qui caractérise la recherche féministe depuis ses débuts et qui n'a pas perdu de sa vigueur – ni de sa nécessité. Cette critique continue de porter sur la production scientifique prétendument neutre et objective et d'y débusquer le sexisme, comme le font dans leur article Suzanne Deguire et Karen Messing. Toutefois, l'attention est dorénavant portée plus souvent et plus systématiquement sur des approches et des concepts élaborés par des féministes; c'est ce qu'on observe dans l'article de Christiane Bernier et dans celui de Michèle Vatz Laaroussi, Diane Lessard, Maria Elisa Montejo et Monica Viana. Une autre tendance : le mouvement des femmes lui-même, ses militantes et ses réalisations sont également objets de recherche, comme en témoignent ici l'article de Ginette Côté et Marie-Andrée Couillard ainsi que ceux de Claudie Solar et de Marie-José des Rivières. La troisième tendance, particulièrement notable au Québec, cette fois, à laquelle se rattachent les articles de Thérèse Hamel et Michel Morisset ainsi que celui de Francine Richer et Louise St-Cyr, est celle de la collaboration d'universitaires féministes avec des instances gouvernementales ou socio-économiques pour la production de connaissances qui éclaireront la prise de décisions visant l'amélioration de la situation des femmes.

Les convergences des articles ne diminuent toutefois pas la grande diversité des neuf contributions du présent numéro, tant dans les objets d'étude que dans la façon dont ils sont abordés par les auteures. Ainsi, sous le titre provocateur «L'étude de l'absence au travail a-t-elle un sexe?», Suzanne Deguire et Karen Messing analysent, dans la littérature scientifique de ce champ, le traitement de l'absence au travail, un des rares indicateurs de la santé au travail pour lesquels les données sont recueillies de manière systématique. Les méthodes utilisées pour étudier l'absence au travail tiennent-elles compte des «spécificités de chaque sexe» quant à leurs caractéristiques biologiques, leurs conditions de vie et leur répartition dans les différents secteurs d'emploi? Les recherches sur l'absentéisme au travail sont-elles sexistes? Pour répondre à ces questions, les auteures ont analysé 45 articles publiés en français ou en anglais

1. Il s'agit du volume 2, numéro 2 (1989), du volume 4, numéro 2 (1991) et du volume 6, numéro 2 (1993), intitulés respectivement «Convergences», «Unité/Diversité» et «Enjeux».

entre 1987 et 1991 et répertoriés dans trois banques de données pertinentes, en leur appliquant une grille inspirée des travaux de Margrit Eichler sur la recherche non sexiste et en particulier de la grille élaborée pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada par Jeanne Lapointe et Margrit Eichler (1985). L'analyse révèle effectivement la présence de plusieurs biais sexistes dans les articles étudiés. Chaque fois, les deux auteures en expliquent les effets réels et potentiels sur les connaissances dans le domaine, qui demeurent ainsi partielles, pour ne pas dire superficielles dans certains cas, et ne favorisent pas les interventions adaptées aux femmes en matière de santé et de sécurité au travail. Dans cet article, Messing poursuit sa démarche critique pour la reconnaissance du caractère sexué des problèmes de santé et de la pénibilité du travail de nombreuses femmes (voir, entre autres, Messing 1991a et 1991b).

L'article de Vatz Laaroussi, Lessard, Montejo et Viana, issu d'une recherche sur les femmes immigrantes dans la région de Sherbrooke, est également à caractère méthodologique; on pourrait le qualifier d'auto-analyse. Après un bref exposé des principes «féministes et interculturels» qui les ont guidées, les auteures explicitent le concept central de «stratégie» qu'elles ont choisi pour appréhender la «dynamique identitaire» résultant des multiples rapports de sexe, de classe et de culture dans lesquels sont engagées les femmes immigrantes, puis les diverses techniques qu'elles ont utilisées pour la collecte des données. Trois groupes hétérogènes de femmes sont impliquées dans leur recherche : l'équipe multidisciplinaire formée par les 4 chercheuses elles-mêmes, 5 intervieweuses et 26 participantes ou informatrices immigrantes, en tout 35 femmes de 22 origines culturelles différentes, dont 2 sont d'origine québécoise. Tout un défi, sur le plan aussi bien théorique que méthodologique! Comment les quatre chercheuses ont-elles relevé ce défi de la diversité? Comment ont-elles géré la proximité (provenant de l'expérience migratoire) et la différence (de statuts, de disciplines, de repères culturels et de langue) entre toutes ces femmes? C'est ce qu'on apprend en lisant la réflexion qu'elles livrent ici sur l'ensemble du processus de leur «formation-recherche» en en soulignant les exigences, les difficultés, les obstacles et même quelques effets pervers. Pour les chercheuses, le jeu en valait la chandelle puisque, en plus du plaisir qu'elles en ont retiré, elles estiment avoir «mis en œuvre les conditions propices à la production de nouvelles connaissances sur les femmes immigrantes». Et j'ajouterais qu'avec cet article Vatz Laaroussi, Lessard, Montejo et Viana comblent aussi une lacune, car les discussions méthodologiques de ce type sont rares en sciences sociales et même en recherche féministe au Canada, et plus rares encore en recherche féministe francophone².

C'est également de langue et d'ethnicité qu'il est question dans l'article de Christiane Bernier, mais cette fois au niveau des catégories conceptuelles et des discours théoriques. L'auteure procède à une analyse critique d'un corpus d'une quarantaine de textes sociologiques consacrés aux phénomènes d'identité liés à la situation de la minorité francophone en Ontario ou plus généralement à celle des femmes francophones en milieu minoritaire au Canada, publiés entre 1978 et 1994. Bernier examine comment des femmes francophones vivant en situation minoritaire ont construit un discours intégrant leur double statut de minoritaires et

2. Deux anthropologues canadiennes, Sally Cole et Lynne Phillips (1995), viennent de publier en anglais un recueil de textes sur l'ethnographie féministe.

l'ont établi comme «système de sens» et «champ sémantique spécifique» par rapport au discours sur l'identité franco-ontarienne. À partir des «textes fondateurs» de Colette Guillaumin (1978a et 1978b) sur la théorie du sexage et de Danielle Juteau-Lee et Barbara Rogers (1981) sur l'articulation ethnicité/féminité, elle suit les deux «tracés discursifs» auxquels ils ont donné lieu dans la décennie suivante. Pour Bernier, le discours des femmes francophones, discours «minoritaire dans le discours sur les minoritaires», partage néanmoins une «historicité commune» avec ce dernier dans ses rapports avec les francophones «qui ne sont pas des "d'origine", dans la reproduction d'une certaine logique de domination». C'est pourquoi elle reprend à son compte la «critique postmoderne des discours sur le pouvoir» inspirée de Foucault. Cet article et les nombreux autres qui y sont cités témoignent du dynamisme théorique de la recherche sur et par les féministes de la communauté francophone de l'Ontario. Leur portée déborde cependant le seul «contexte francophone minoritaire» et permet aussi «de théoriser davantage les lieux de la production et de la reproduction de l'ethnicité sexuée» (Cardinal 1992 : 24), ce que souhaitait Linda Cardinal, dans un numéro antérieur de *Recherches féministes* consacré aux femmes de la francophonie³.

De l'analyse théorique on passe, avec l'article de Thérèse Hamel et Michel Morisset, puis celui de Francine Richer et Louise St-Cyr, à la recherche empirique en milieu agricole québécois. L'article de Hamel et Morisset s'inscrit dans une vaste enquête commanditée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec dans le but de «mettre à jour le portrait des agricultrices du Québec» quant à leurs caractéristiques socio-économiques, leur rôle dans l'entreprise et leurs aspirations. Il porte sur un aspect de cette enquête : «l'implication relative des femmes dans les tâches de production». L'implication des femmes est analysée selon trois «axes» : le statut juridique dans l'entreprise agricole, la présence de jeunes enfants et l'âge. Au fil de l'analyse de Hamel et Morisset, on constate les changements considérables qui ont eu lieu durant la dernière décennie dans le statut juridique des femmes actives dans les entreprises agricoles québécoises, grâce à des mesures prises par le gouvernement pour la mise en valeur des exploitations agricoles et l'accès à la propriété des conjointes (et conjoints), en réponse aux revendications des femmes⁴. Mais on constate aussi la persistance d'une division traditionnelle du travail : aux hommes les «gros travaux» et le travail manuel sur la terre et avec les animaux; aux femmes la comptabilité et la gestion du personnel salarié. Quelles que soient les tâches qu'elles accomplissent, cependant, les femmes sont très impliquées dans le travail sur la ferme, surtout les jeunes, et le «fait de détenir au moins 50 p. 100 des parts fait une différence». Toutefois, comme le soulignent

3. Il s'agit du volume 5, numéro 2 (1992) ayant pour titre «Des femmes de la francophonie». Outre l'article de Cardinal, deux autres étaient consacrés respectivement au «statut économique relatif des femmes francophones du Canada» (Saint-Germain et Lavoie 1992) et aux femmes franco-ontariennes «en situation de mariage mixte» (Heller et Lévy 1992).

4. Ces revendications ont été portées d'abord par l'Association des femmes collaboratrices puis, de façon prioritaire, par le Comité provincial provisoire des femmes en agriculture, devenu en 1987 la Fédération des agricultrices du Québec (voir Pilon-Lê 1987; Robert 1987).

Hamel et Morisset, étudier la place des femmes en agriculture constitue «un défi méthodologique» : on peut, comme c'est le cas dans leur enquête, obtenir une «mesure d'implication relative» des agricultrices sur la ferme mais une «mesure absolue» en nombre d'heures travaillées est beaucoup plus difficile à obtenir. Une telle approche se situerait d'ailleurs dans une logique purement comptable, alors que d'autres recherches, qualitatives cette fois, ont confirmé la difficulté de séparer travail productif et travail reproductif dans la vie quotidienne des agricultrices : les deux sont fortement imbriqués et accomplis dans un même lieu. De plus, les agricultrices québécoises aiment beaucoup leur métier et l'expriment davantage en termes d'autonomie et de qualité de vie (Dagenais *et al.* 1988; Simard et St-Cyr 1990) qu'en termes de profits matériels.

Un autre aspect de la situation des agricultrices pose problème dans une perspective d'égalité des chances et d'équité; il tient au caractère familial des entreprises agricoles et au mode de transmission des fermes de père en fils. Pour les femmes, disent Francine Richer et Louise St-Cyr, «la voie traditionnelle d'accès à la propriété demeure l'établissement avec le conjoint sur la ferme des beaux-parents»; beaucoup d'agricultrices québécoises travaillent dans la ferme ayant appartenu à leurs parents mais sans en détenir aucun titre de propriété. C'est que les filles d'agriculteurs et d'agricultrices «représentent une source ignorée de relève» agricole; elles sont rarement perçues comme successeuses potentielles par leurs parents, leur père en particulier. C'est pour mieux connaître celles qui réussissent à accéder à la propriété de la ferme familiale et comprendre les «facteurs de marginalisation des femmes dans le transfert des fermes» au Québec que les deux chercheuses ont retracé les différentes étapes du processus. Pour cela, elles ont mené une enquête exploratoire auprès de 15 jeunes femmes et de 15 jeunes hommes ayant pris récemment la relève sur la ferme de leurs parents, de même qu'auprès de ces derniers. Leurs données montrent que ces «pionnières» ont dû faire preuve de beaucoup de détermination, de compétence et d'amour du métier pour relever ce défi. Plusieurs y sont parvenues après des détours professionnels, souvent hors du secteur agricole, et les deux cinquièmes ont vécu un transfert de la ferme moins progressif et dans des conditions plus difficiles que celui des hommes. Les deux auteures concluent en soulignant l'importance de sensibiliser les parents, les pères en particulier, qui contrôlent le processus.

C'est également de portraits et d'itinéraires féminins qu'il est question dans l'article de Ginette Côté et Marie-Andrée Couillard, ceux de femmes engagées dans des groupes de femmes de la région de Québec. Les chercheuses ont collecté leurs données principalement grâce à un «contact prolongé» et des «liens étroits» avec ces femmes, proximité rendue possible par la technique ethnographique éprouvée qu'est l'observation participante. Ainsi, Côté et Couillard ont pu «participer aux activités, observer les pratiques et noter les discours» des femmes dans dix groupes et une table régionale de concertation. Elles présentent ici le portrait de 30 militantes, surtout des «intervenantes» et des «bénévoles "gestionnaires"», en insistant sur l'incidence de l'âge et l'influence de la famille d'origine. Puis, les auteures retracent les «itinéraires variés» de ces femmes en ce qui a trait au mode d'insertion dans le groupe et au «nombre d'années de service» de chacune. Depuis les dix dernières années, grâce notamment aux travaux de Françoise-Romaine Ouellette, d'Alice Home, de Caroline Andrew et ses collaboratrices, de Simonne Monet-Chartrand, de

Yolande Cohen, de Jocelyne Lamoureux et ses collaboratrices ainsi que d'Évelyne Tardy⁵, et grâce à ceux des deux auteures elles-mêmes, on connaît mieux le fonctionnement des groupes de femmes du Québec et les femmes qui y participent⁶. Leur diversité est telle, cependant, que nous avons encore beaucoup à apprendre à leur sujet.

Marie-José des Rivières, pour sa part, s'intéresse à un autre type d'entreprise féministe, le magazine *La Vie en rose* qui, de 1980 à 1987, a fait sourire et réfléchir des dizaines de milliers de femmes (et d'hommes sûrement aussi) au Québec. Elle retrace la «brève carrière» de ce magazine, en présentant les objectifs poursuivis par l'équipe de rédaction, le contenu varié du magazine, puis les difficultés et les contradictions qui ont entraîné sa disparition. Son analyse met en évidence la variété et la pertinence des sujets, toujours traités sur un «ton à la fois critique, décapant et humoristique». À lire cette note de recherche, on comprend pourquoi tant de féministes québécoises gardent un souvenir encore très vivace de l'extraordinaire impertinence de *La Vie en rose* mais aussi pourquoi aucun magazine du même type ne l'a remplacé.

Quant à Claudie Solar, après avoir fait un rappel historique des préoccupations en matière de reconnaissance des acquis au travail depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle présente en détail une pratique féministe originale en la matière. Il s'agit de *Question de compétences : un outil au service des femmes*, élaboré par des groupes de femmes à l'intention «des femmes peu scolarisées qui possèdent une expérience de travail au foyer et qui désirent s'intégrer au marché du travail». En plus de la reconnaissance des compétences qu'elles ont acquises en effectuant «ce travail négligé et déconsidéré» ou en faisant du bénévolat, cette démarche de formation et d'animation permet aux participantes d'acquérir «une image d'elles-mêmes plus positive».

Après Beijing : ambivalence et vigilance

La Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes et le Forum parallèle des ONG (Organisations non gouvernementales) dont on a tant parlé cette dernière année ont bel et bien eu lieu. Du 30 août au 6 septembre, à Huairou, le Forum a réuni des dizaines de milliers de femmes venues du monde entier, dont 500 Canadiennes, et du 4 au 15 septembre, 17 000 déléguées et délégués de 189 pays ont participé à la Conférence de Beijing. De tels événements ne peuvent être passés sous silence dans une revue féministe. Dans son dernier numéro, paru en mai⁷, *Recherches féministes* a publié trois articles portant sur des conférences antérieures : celle du Caire sur la population (septembre 1994), celle de Dakar (novembre 1994), préparatoire à Beijing, et les trois premières conférences mondiales des Nations Unies sur les femmes (1975, 1980, 1985). Ces articles permettaient de situer les travaux de Huairou et de Beijing dans le contexte d'un long processus international visant à la

-
5. Voir, plus loin dans le présent numéro, le compte rendu de son dernier ouvrage par Marie-Andrée Couillard.
 6. Voir pour la France, et Paris en particulier, le compte rendu de l'ouvrage de Françoise Pick : *Le mouvement de libération des femmes : les années-mouvement (1993)*, plus loin dans le présent numéro.
 7. On peut lire ces articles, rédigés par Yolande Pelchat, Fatou Sow et Mireille Neptune Anglade, dans le volume 8, numéro 1 (1995 : 155-183).

reconnaissance et à la mise en application des droits des femmes partout dans le monde. On pouvait donc s'attendre que la revue consacre quelques pages du présent numéro aux deux conférences récentes, même s'il est encore trop tôt pour en faire véritablement le bilan.

Malgré les sollicitations de toutes sortes dont elles ont été l'objet depuis leur retour de Chine de la part des médias, des associations féministes ou autres, des collègues ou simplement d'amies avides d'information⁸, Micheline Beauregard, qui a participé au Forum comme représentante du Réseau québécois des chercheuses féministes, Marie Malavoy, députée de l'Assemblée nationale et membre de la délégation officielle du Québec à Beijing, et Greta Hofmann Nemiroff, titulaire de la Chaire conjointe en études des femmes des Universités Ottawa et Carleton, qui en tant que représentante de l'Institut Sisterhood is Global et observatrice, a pu suivre d'aussi près l'une et l'autre conférences, ont accepté de confier à la revue quelques réflexions personnelles sur cette expérience hors de l'ordinaire. C'est donc à chaud et en toute simplicité qu'elles témoignent aujourd'hui de ce qu'elles viennent de vivre. Leurs réactions sont d'autant plus précieuses que les textes officiels de l'ONU ne sont pas encore disponibles en français et qu'aucune analyse féministe le moins dit poussée n'a pu être publiée dans un délai aussi court.

Leurs trois textes, écrits sans aucune concertation entre les auteures, sont intéressants en ce que, malgré des différences de ton et de points de vue, ils font eux aussi apparaître de nombreuses convergences. D'abord, dans l'ambivalence qui se dégage des sentiments exprimés ici par les trois auteures : on sent, d'une part, l'émotion et même l'émerveillement, dans le cas de Marie Malavoy, qui qualifie le Forum de Huairou de «vaste happening oscillant entre la programmation et l'improvisation», d'autre part, la frustration et une certaine angoisse devant la complexité et l'ampleur des enjeux; les trois auteures sont partagées entre un certain optimisme devant la teneur somme toute encourageante du *Programme d'action* adopté au terme de la Conférence officielle à Beijing et la crainte, fondée, il faut bien le dire, que les gouvernements ne remplissent pas leurs engagements «maintenant que les clameurs se sont tues».

Convergence aussi et surtout dans la focalisation des trois textes sur l'intégrisme religieux. Pour les personnes qui ne seraient pas déjà convaincues que la montée de la droite et le fondamentalisme religieux constituent présentement un des principaux enjeux pour les femmes et le féminisme dans le monde, la lecture de ces trois témoignages sera particulièrement éclairante. Les auteures soulignent la virulence mais aussi la sophistication des discours antiféministes qu'elles ont lus et entendus à Huairou et à Beijing, discours qui reprennent maintenant la terminologie antiraciste, anti-impérialiste et anticolonialiste⁹. Elles décrivent clairement les tactiques déployées, en particulier une participation massive, bruyante et bien orchestrée aux deux conférences et les alliances stratégiques entre le Vatican et l'islam, entre l'organisation Real

8. À cela se sont greffées les exigences de la rentrée scolaire du fait que les deux conférences se sont tenues en septembre, ce qui correspond à ce moment particulier au Québec.

9. J'ai déjà souligné une manœuvre semblable de la part d'hommes de droite comme de gauche; voir Dagenais (1988 : 9-10).

Women et le Parti réformiste du Canada, bref ce que Greta Hofmann Nemiroff appelle «la coalition entre fondamentalistes et gendarmes de la grossesse». Ce faisant, elles rappellent la fragilité des acquis des femmes depuis Mexico et soulèvent des questions désormais incontournables en ce qui a trait aux limites idéologiques de la solidarité entre les femmes, sur le plan aussi bien national qu'international, et les limites aussi du relativisme culturel.

Convergence quant à la nécessité pour les femmes de poursuivre la réflexion et de demeurer vigilantes devant, comme le dit Micheline Beauregard, «la léthargie qui guette leurs gouvernements quand ils sont laissés à eux-mêmes au moment de mettre en action les programmes issus des grandes conférences internationales». D'où l'importance des réseaux et des alliances à consolider entre femmes, dont les points de vue sont nécessairement singuliers et les perspectives souvent très différentes mais qui partagent des intérêts et des objectifs féministes communs. Les chercheuses féministes, dont «le métier, comme le souligne Marie Malavoy, est consacré plus particulièrement à l'analyse et à la réflexion», ont un rôle essentiel à jouer si l'on veut maintenant relever l'énorme défi lancé par les conférences de Huairou et de Beijing, c'est-à-dire «penser» la complexité des réalités et des enjeux des femmes, et repenser nos discours et nos stratégies.

Huguette Dagenais
Département d'anthropologie et
Chaire d'étude sur la condition des femmes
Université Laval

RÉFÉRENCES

- CARDINAL, Linda
1992 «La recherche sur les femmes francophones vivant en milieu minoritaire : un questionnement sur le féminisme», *Recherches féministes*, 5, 1 : 5-29.
- COLE, Sally et Lynne Phillips (dir.)
1995 *Ethnographic Feminisms. Essays in Anthropology*. Ottawa, Carleton University Press.
- DAGENAIS, Huguette
1988 «Pour les femmes, un autre développement», *Recherches féministes*, 2, 1 : 1-17.
- GUILLAUMIN, Colette
1978a «Pratique du pouvoir et idée de nature. 1. L'appropriation des femmes», *Questions féministes*, 2 : 5-30.
1978b «Pratique du pouvoir et idée de nature. 2. Le discours de la nature», *Questions féministes*, 3 : 5-30.
- HELLER, Monica et Laurette Lévy
1992 «La femme franco-ontarienne en situation de mariage mixte : féminité et ethnicité», *Recherches féministes*, 5, 1 : 59-82.
- JUTEAU-LEE, Danielle et Barbara Roberts
*1981 «Ethnicity and Fertility : (d') après nos expériences», *Canadian Ethnic Studies*, 13, 1 : 1-24.

LAPOINTE, Jeanne et Margrit Eichler

1985 *Le traitement objectif des sexes dans la recherche*. Ottawa, Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

MESSING, Karen

1991a «Pour la reconnaissance du caractère pénible des emplois des femmes», *Recherches féministes*, 4, 1 : 87-102.

1991b «Comment développe-t-on une pratique féministe en santé au travail?», *Recherches féministes*, 4, 2 : 87-96.

NEPTUNE-ANGLADE, Mireille

1995 «Les conférences internationales sur les femmes et leur impact en Haïti», *Recherches féministes*, 8, 1 : 165-173.

PELCHAT, Yolande

1995 «La Conférence internationale sur la population et le développement du Caire : un parti pris pour les femmes?», *Recherches féministes*, 8, 1 : 155-164.

PICK, Françoise

1993 *Libération des femmes. Les années-mouvement*. Paris, Éditions du Seuil, 384 p.

PILON-LÊ, Lise

1987 «Les agricultrices au Québec : leurs luttes pour la reconnaissance dans le contexte actuel», in Huguette Dagenais (dir.), *Le mouvement des femmes en agriculture au Québec*, Québec, Université Laval, Les Cahiers de recherche du GREMF, 14 : 5-16.

ROBERT, Hélène

1987 «Le Comité provincial provisoire des femmes en agriculture», in Huguette Dagenais (dir.), *Le mouvement des femmes en agriculture au Québec*, Québec, Université Laval, Les Cahiers de recherche du GREMF, 14 : 17-27.

SAINT-GERMAIN, Maurice et Marc Lavoie

1992 «Le statut économique relatif des femmes francophones du Canada», *Recherches féministes*, 5, 1 : 31-57.

SOW, Fatou

1995 «La Cinquième Conférence régionale africaine des femmes de Dakar», *Recherches féministes*, 8, 1 : 175-183.